



Institut
EGA

L'affirmation de la puissance russe en région mer Noire : Un défi sécuritaire pour l'OTAN

Clara Da Cunha

*Analyste - Commission Sécurité & Défense internationales
Institut d'Études de Géopolitique Appliquée*

Juillet 2020

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 2020.

Comment citer cette publication :

Clara Da Cunha,

« L'affirmation de la puissance russe en région mer Noire : Un défi sécuritaire pour l'OTAN », Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 22 juillet 2020.

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée

31 Rue de Poissy 75005 Paris

E-mail : contact@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

Sommaire

Introduction – P. 2

La domination russe en région mer Noire : Entre emprise militaire et
intimidation politique – P. 4

La réponse de l'OTAN en faveur d'une stabilisation régionale – P. 9

Conclusion : Des actions conjointes avec l'UE en faveur de la démocratie et de
la « bonne gouvernance » dans la région mer Noire – P. 15

Depuis la fin des années 2000, la Russie a effectué un retour marqué sur la scène internationale. Pour son retour, Moscou s'appuie sur une contestation forte de l'ordre établi par « l'Occident », et notamment le partenariat euro-atlantique.

La fédération de Russie se refuse désormais au confinement que lui avait imposé la communauté euro-atlantique durant la guerre froide et réaffirme sa puissance territoriale sur des zones d'intérêts privilégiés. À ce titre, l'annexion de la Crimée en 2014 constitue un événement majeur dans la réaffirmation de la puissance soviétique, plaçant la Russie au premier plan des entités influentes en mer Noire. Cette influence est particulièrement importante pour la Russie qui peut tirer du bassin pontique à la fois des intérêts énergétiques - les gazoducs et oléoducs y sont nombreux -, diplomatiques ou encore stratégiques. En outre, la montée en puissance de l'influence russe en mer Noire, qui constitue une ouverture sur la Méditerranée, signe une nouvelle dynamique dans la stratégie historique soviétique d'accès aux mers chaudes¹.

Plus encore, cette annexion opère un renversement de l'ordre établi par l'OTAN, pour qui la mer Noire avait longtemps été la zone stratégique de l'opposition à l'expansionnisme soviétique. L'affirmation nouvelle de la Russie en mer Noire et la rupture avec l'ordre post guerre froide qu'elle suscite, inquiète dès lors plus que jamais la communauté euro atlantique. D'autant que les relations nouvellement conflictuelles avec la Turquie, partenaire clé de l'OTAN dans le contrôle de l'influence russe en mer Noire, n'œuvrent pas pour rassurer l'alliance.

Dans la mesure où la région abrite trois pays membres de l'OTAN (Bulgarie, Roumanie et Turquie) et plusieurs pays partenaires de celle-ci, la stabilité de l'Alliance est directement tributaire de la sécurité en mer Noire. À ce titre, les actions de la Russie ont clairement été pointées du doigt par les dirigeants des pays de l'OTAN lors du sommet de Varsovie en 2016, en ce qu'elles avaient contribué à « diminuer la stabilité et la sécurité, accroître l'imprévisibilité, et

¹ La doctrine maritime soviétique a toujours été, de Pierre Ier de Russie (XVIIIème siècle) à Vladimir Poutine, celle de l'accès aux mers chaudes et libres (mers ouvertes), un accès géographiquement refusé à la Russie. Dans cette optique, contrôler la mer Noire est plus qu'intéressant pour la force navale russe, qui n'a alors qu'à franchir les détroits sous contrôle turc pour rejoindre la Méditerranée.

L'affirmation de la puissance russe en région mer Noire : Un défi sécuritaire pour l'OTAN modifier l'environnement de sécurité »².

Aussi, il apparaît que l'affirmation de la puissance russe en mer Noire lance un défi sécuritaire de taille à l'Alliance Nord-Atlantique, d'autant que la domination soviétique s'incarne simultanément en une emprise militaire forte et en une intimidation politique des pays riverains (I). L'OTAN, forte de sa mission de défense collective, se doit donc d'orienter son action en faveur d'un apaisement et d'une stabilisation de la région mer Noire (II).

² <https://www.vie-publique.fr/discours/199854-declaration-commune-des-chefs-detat-et-de-gouvernement-de-lotan-le-9>

I. La domination russe en région mer Noire : entre emprise militaire et intimidation politique

A. Le renforcement de l'emprise militaire russe sur la mer Noire

Une stratégie de dénis d'accès : création d'une zone d'interdiction navale et aérienne autour de la Crimée

Le 18 mars 2014, la Russie annexait la péninsule de Crimée³, après un référendum contesté par la communauté internationale⁴. Ce faisant, la fédération de Russie s'est attribuée une base avancée sur la mer Noire, depuis laquelle elle compte déployer sa stratégie militaire. Au cœur de cette stratégie, la notion de « bastion » depuis lequel Moscou contrôle les espaces aériens et maritimes dans son voisinage. L'objectif de ce contrôle est simple et renvoie à la nécessité de protéger le territoire face à un adversaire, en lui en empêchant l'accès et en restreignant sa possibilité de manœuvre dans la zone. Cela constitue ce que l'on appelle une « bulle A2/AD »⁵, dispositif déployé dans la péninsule de Crimée.

Pour interdire l'accès au territoire autour de la péninsule de Crimée et garder la mainmise sur une partie de la mer Noire, la Russie s'appuie sur une défense antiaérienne très poussée. Ainsi, Moscou a déployé sur la péninsule un impressionnant dispositif antiaérien : le système S-400 Triumph (en 2019 quatre bataillons étaient installés en Crimée à Yevpatoria, Feodassia, Sébastopol et Djankoï⁶), couplé d'une batterie de protection côtière « Bastion ». Alors que le SAM Patriot (système de Missiles Sol-Air américain) ne peut tirer qu'un seul type de missile limité à une portée maximale de 96 kilomètres. Le S-400 Triumph offre à la Russie la possibilité de neutraliser diverses cibles, grâce à ses quatre missiles différents de portée allant de 40 à 400 kilomètres⁷. Le S-400 Triumph, qualifié par les experts de plus performant au monde, offre aux russes,

³ En réalité, le nouveau sujet de la fédération de Russie est la République de Crimée, indépendante depuis le 11 mars 2014 et réunissant la ville de Sébastopol et la République autonome de Crimée.

⁴ Le 27 mars, L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies adopte une résolution non contraignante qui « souligne que le référendum du 16 mars [en Crimée], n'ayant aucune validité, ne peut justifier un quelconque changement du statut » de la Crimée. Elle demande à tous les États et organisations internationales « de ne reconnaître aucun changement de [ce] statut ».

⁵ De la contraction de l'expression anglaise Anti-Access / Area signifiant « Déni d'accès et interdiction de zone ».

⁶ https://tass.com/defense/1033358?fbclid=IwAR2cpoI4goVFGP5htlGhnApBrYw2jbj_uo0q7en20Y

⁷ *Le S-400 Triumph : outil de suprématie militaire et diplomatique au service des intérêts russes*, disponible sur : <https://nemrod-ecds.com/?p=3200>

L'affirmation de la puissance russe en région mer Noire : Un défi sécuritaire pour l'OTAN selon Igor Delanoé de l'Observatoire franco-russe, « une avance qualitative évidente sur leurs concurrents »⁸. La défense antiaérienne russe est également renforcée par la présence de moyens de guerre électronique comme les équipements de brouillage 1RL257 Krasukha-4 et R-330ZH Zhitel. Ces équipements permettent « d'aveugler » l'ennemi en brouillant ses systèmes de détection et de guidage des tirs à partir de moyens aériens (comme des croisières, avions d'attaques, etc.).

Néanmoins, en dépit d'un système antiaérien quasi infaillible, la fédération de Russie n'est pas à l'abri de la menace, constituée par un débarquement maritime de la flotte américaine, la plus puissante au monde. En effet, la VI^e flotte des États-Unis, déployée en mer Méditerranée, n'aurait aucun mal à rejoindre la mer Noire en passant par les détroits du Bosphore ou des Dardanelles. C'est sans doute la raison pour laquelle la Russie s'est équipée de missiles hypersoniques quasiment impossibles à intercepter, permettant ainsi d'ajouter à la bulle aérienne une bulle d'interdiction navale. En ce sens, les petits navires de surface – type navire de patrouille - déployés en mer Noire sont équipés du tout nouveau missile de croisière furtif 3M22 Zirkon, capable de couler un porte-avion américain. Outre l'inquiétude face au danger évident d'un missile dont la vitesse de croisière atteindrait 8 fois la vitesse du son, l'inquiétude de l'OTAN face à cet équipement dépasse la mer Noire. Ces missiles, déployés sur des navires commerciaux se rendant en Méditerranée, pourraient couler une unité navale avant même son entrée en mer Noire. Au-delà de l'équipement militaire soviétique, la prolifération de ce type de missiles s'inscrit dans la remise en cause du Traité de 1987 sur les Forces nucléaires intermédiaires (FNI), astreignant les États-Unis et la Russie à un désarmement certain⁹. Désormais, seul l'accord de désarmement New Start subsiste et son échéance imminente (2021) corrélée à la résistance du Président Trump¹⁰ font craindre le retour d'une course effrénée à l'armement, du côté soviétique comme du côté américain. La prolifération de telles armes serait hautement dangereuse pour la

⁸ Daniel Vallot, *S-400, l'arme de discorde massive de la diplomatie russe*, disponible sur : <http://www.rfi.fr/fr/europe/20190529-russie-s-400-arme-discorde-massive-diplomatie-turquie>

⁹ « Aux termes du traité FNI, les États-Unis et la Russie ne peuvent posséder ni produire de missile balistique ou de croisière à lanceur terrestre d'une portée comprise entre 500 et 5 500 kilomètres, ne peuvent effectuer d'essais de vol d'un tel missile, et ne peuvent posséder ni produire de lanceurs de tels missiles. » https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_166100.htm

¹⁰ Le Président américain refuse surtout de renouveler un traité ne liant pas la Chine, puissance militairement très influente : <https://www.economist.com/china/2020/05/23/donald-trump-wants-china-to-join-a-nuclear-weapons-pact>

L'affirmation de la puissance russe en région mer Noire : Un défi sécuritaire pour l'OTAN
région mer Noire, tant du point de vue militaire de Moscou que celui de la réponse américaine et otanienne.

La combinaison de tous ces armements fait ainsi de la péninsule de Crimée l'épicentre d'une zone de plusieurs centaines de kilomètres carrés, couvrant une grande partie de la mer Noire, où les forces militaires otaniennes voient leur potentiel d'action largement inhibé.

Une domination de la flotte russe en mer Noire

La péninsule de Crimée offre également depuis 1997¹¹ à la fédération de Russie un atout non-négligeable sur le terrain maritime qu'est la mer Noire : la ville de Sébastopol, base militaire stratégique¹² de la flotte russe. Bénéficiant ainsi d'un accès direct à la mer (Noire mais à terme Méditerranée), Moscou a équipé sa flotte des meilleurs systèmes d'armements (déploiement de nouveaux sous-marins diesel, équipement de missiles de croisières de type Kalibr¹³), contribuant à encore asseoir sa puissance militaire sur la mer Noire. Cette domination navale est d'autant plus forte que les unités navales des autres pays riverains de la mer Noire, comme la Roumanie ou la Bulgarie, sont sous-armées.

Cette emprise militaire s'est encore trouvée renforcée par la monopolisation du détroit de Kertch, conséquence directe de l'annexion de la Crimée. En effet, en vertu d'un accord signé en 2003¹⁴, la mer d'Azov, reliée à la mer Noire par le détroit de Kertch, était un condominium russo-ukrainien en raison des rives contrôlées à l'ouest par l'Ukraine et à l'Est par la Russie. Néanmoins, en annexant la Crimée, la Russie est devenue maître des deux rives du détroit¹⁵. À travers cette monopolisation, la Russie offre la possibilité à ses navires de

¹¹ La Russie contrôle la base militaire de Sébastopol depuis la chute de l'URSS à travers des accords bilatéraux avec l'Ukraine (traité datant de 1997). L'annexion de la Crimée en mars 2014 permet cependant à la Russie de mettre définitivement la main sur cette base, sans nécessité de renouvellement du bail.

¹² La base de Sébastopol, et son homologue à Tartus en Syrie, sont les deux seules bases internationales de la Russie, et offrent un accès à la Méditerranée autrement hors de portée.

¹³ L'efficacité de ces missiles a notamment été démontrée en Syrie contre des groupes djihadistes.

¹⁴ Accord entre la Fédération de Russie et l'Ukraine sur la coopération relative à l'utilisation de la mer d'Azov et du détroit de Kertch de 2003.

¹⁵ Cette domination russe sur le détroit, et *de facto* sur la mer d'Azov, est à lire dans l'incident du 25 novembre 2018 où les gardes-côtes russes avaient arraisonné trois navires de guerres ukrainiens tentant de franchir le détroit pour rejoindre, de droit, les eaux azoviennes.

L'affirmation de la puissance russe en région mer Noire : Un défi sécuritaire pour l'OTAN combats, basés en mer Caspienne (la flottille de Caspienne), de rejoindre la mer Noire (et à terme la Méditerranée), en passant par le canal Volga-Don reliant mer Caspienne et mer d'Azov. La monopolisation russe du détroit de Kertch permet donc d'ouvrir un couloir stratégique permettant de venir renforcer, au besoin, la force navale russe en mer Noire. Rien n'exclut d'ailleurs la possibilité pour ces navires de se risquer jusqu'en mer Méditerranée où croise la VI^e flotte américaine, pièce maîtresse des forces otaniennes.

La puissance navale russe en mer Noire peut d'autant plus s'exprimer que l'activité marine étrangère (et notamment otanienne) est largement réglementée par la Convention de Montreux qui détermine l'exercice de la libre circulation dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore, ainsi que dans ceux de la mer Noire. Cette convention assure à la Russie une supériorité en matière de flotte navale étant donné que l'article 18¹⁶ limite le tonnage et le temps de présence des « puissances non riveraines ». Moscou est ainsi assurée d'une mise à distance certaine des forces navales occidentales. De plus, ce texte de 1936 fait de la Turquie le maître des détroits du Bosphore et des Dardanelles, reliant la mer Noire à la Méditerranée. Alors qu'à l'origine l'objectif était de contrôler l'expansion russe vers la mer Méditerranée, les tensions grandissantes entre Ankara et Washington et l'approfondissement du partenariat énergétique russo-turque¹⁷ font craindre un retournement de position de la Turquie, pourtant membre de l'OTAN. La Turquie s'est d'ailleurs récemment équipée du système S-400 Triumph, marquant ainsi le début d'une entente sécuritaire avec la Russie. À terme, la crainte pour l'OTAN et la VI^e flotte américaine est de se voir refuser l'accès à la mer Noire, rendant alors inévitable l'ascension de la flotte russe.

B. La Russie et ses méthodes de guerre hybride : intimidation et déstabilisation des pays de la région

« Les règles de la guerre ont changé. (...) Des moyens non militaires peuvent se révéler plus efficaces que le recours à la force et servir des objectifs stratégiques. », déclarait en février 2013 le chef d'Etat-major russe Valery Gherassimov.

¹⁶ http://www.mfa.gov.tr/site_media/html/montro-bogazlar-raporu-2014.pdf

¹⁷ Partenariat concrétisé notamment par la construction du gazoduc Turkish Stream allant de la Russie à la Turquie à travers la mer Noire, et ayant pour but de faire transiter le gaz vers l'Europe.

Force est de constater que la stratégie de domination russe sur le bassin pontique s'est fortement inspirée de cette doctrine, se livrant ainsi à des méthodes de guerres dites « hybrides ». Par ses encouragements à la polarisation et à la division dans la région mer Noire, la Russie nous fait entrevoir le deuxième versant de sa stratégie : diviser pour mieux régner. Beaucoup d'exemples pourraient illustrer sa mise en pratique. Ainsi, le soutien manifeste à des mouvements séparatistes, comme la région du Donbass en Ukraine, n'a d'autres visées que celle d'une déstabilisation de l'État Ukrainien. La Russie n'hésite pas non plus à exploiter les « conflits gelés »¹⁸, dont la zone est minée, pour servir ses intérêts. Un rapport d'information du Sénat¹⁹ fait état de cette pratique d'influence en dénonçant le manque de volonté de la Russie dans le règlement des conflits de la Région, préférant profiter du *statut quo* que lui offre la situation. Le rapport met en lumière des pratiques d'intimidation politique perpétrées par la Russie en Géorgie ou encore en Moldavie. Il semblerait ainsi que la Russie fasse pression sur la Géorgie, en ravivant les tensions au sein des régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, pour que le pays renonce à son rapprochement avec l'OTAN. On observerait un schéma d'influence similaire avec le conflit en Transnistrie, région orientale de la Moldavie.

Moscou ne se cantonne cependant pas à une pratique d'influence discrète et n'hésite pas à pressuriser de manière directe les pays de la région. Pour ce faire, la fédération use de tous les outils qui sont mis à sa disposition, à commencer par les outils territoriaux. Le détroit de Kertch (et sa monopolisation) constitue par exemple un levier de pression direct sur l'économie ukrainienne. En contrôlant les deux rives du détroit, Moscou se donne la possibilité de perturber les flux maritimes transitant vers la mer d'Azov et les ports azoviens d'Ukraine, ce qui constitue un moyen considérable de pression économique. En 2018, Moscou avait par exemple maintenu un blocus sur les ports ukrainiens azoviens de Marioupol et Berdiansk, en interdisant le passage du détroit à plus de 35 bateaux de marchandises, faisant ainsi chuter considérablement le trafic de frets. Par cette pression sur la navigation ukrainienne, Moscou s'assure la possibilité

¹⁸ Cette expression renvoie aux conflits séparatistes apparus lors de l'effondrement de l'URSS dans les régions de Moldavie et du Caucase du Sud, régions marquées par des tensions fortes encore aujourd'hui, bien que des « cessez-le-feu » aient été lancés.

¹⁹ <https://www.senat.fr/rap/r07-416/r07-41613.html>

L'affirmation de la puissance russe en région mer Noire : Un défi sécuritaire pour l'OTAN de pouvoir négocier des contreparties avec l'Ukraine le moment venu.

Enfin, la pièce maîtresse de la stratégie d'influence russe se trouve dans l'alimentation de la méfiance envers les institutions euro-atlantiques. En encourageant le rejet de l'OTAN et à moindre mesure celui de l'UE, la Russie se pose comme la seule alternative face à « l'occidentalisation » de la région, la seule entité capable de défendre les intérêts du bassin de la mer Noire. Les réseaux sociaux constituent le principal outil de propagande anti-atlantique, comme le montre le centre de l'OTAN pour la communication stratégique. En effet, un rapport datant de 2018 précise que « les deux tiers des usagers de Twitter qui écrivent en russe à propos de la présence de l'OTAN en Europe de l'Est sont des comptes bots »²⁰. Des études de la politique d'information et de propagande russe relèvent ainsi que les thèmes favorisés de la propagande destinée aux russophones transfrontaliers sont « la discrimination et le mépris dont ces minorités seraient victimes, les exactions commises par les soldats de l'OTAN et les difficultés économiques causées par l'UE »²¹.

II. La réponse de l'OTAN en faveur d'une stabilisation régionale

A. Le déploiement des forces militaires otaniennes face à l'expansionnisme russe : « une présence avancée adaptée »

Une posture avant tout dissuasive

L'annexion illégale de la Crimée par la Russie a amené l'Alliance à revoir sa position quant au déploiement de forces dans l'est²², afin de mener sa mission de défense collective à bien. Le renforcement de la présence otanienne dans la région mer Noire se veut avant tout défensif, et doit en ce sens constituer une réponse proportionnée aux attaques russes envers les riverains de la mer Noire. C'est le sens de l'engagement qu'avait pris, à Varsovie le 9 juillet 2016, les chefs d'État et de gouvernement des Nations alliées « de renforcer encore la posture de dissuasion et de défense de l'Alliance face au nouvel environnement

²⁰ Rapport de la « Commission sur la dimension civile de la sécurité » de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN : *Parades aux menaces hybrides émanant de la Russie : une mise à jour*.

²¹ Aleksander KHROL, « *Russian Information Warfare in the Baltic States — Resources and Aims* », Warsaw Institute Review, 20 July 2017, disponible sur : <https://warsawinstitute.org/russian-information-warfare-baltic->

²² L'OTAN avait fait largement savoir qu'il n'y avait aucune intention de déployer des troupes dans cette zone.

L'affirmation de la puissance russe en région mer Noire : Un défi sécuritaire pour l'OTAN de sécurité ». La présence otanienne « avancée adaptée » dans la région mer Noire trouve tout son sens dans cette posture dissuasive.

Il s'agit en effet d'avoir à la fois une posture militaire « avancée » pour remplir à bien la mission de dissuasion, et une présence « adaptée », témoin de la non-agressivité de l'Alliance en temps de paix. En ce sens, conformément au point 12 du communiqué du sommet de Varsovie²³, l'alliance maintient ses canaux de discussion avec la Russie ouverts. Le Conseil OTAN-Russie se réunit ainsi deux fois par an afin de « contribuer à éviter les risques et accroître la prévisibilité entre la Russie et l'OTAN ».

Mise en place d'une composante terrestre et renforcement de la présence aérienne et maritime

À terre, l'OTAN a transformé une brigade roumaine en une brigade multinationale, comprenant des militaires de plus d'une dizaine d'États alliés²⁴ et dont la Roumanie reste le pays-cadre. Cette brigade a pour mission d'assurer et de coordonner les missions d'entraînements renforcés, ainsi que d'assurer le contrôle d'une mission de défense collective, si besoin en était.

Dans les airs, la mission de police du ciel de l'OTAN dont le but est d'assurer la sécurité de l'espace aérien de l'Alliance a été largement intensifiée. À ce titre le Canada a par exemple mobilisé en 2018 135 aviateurs et cinq chasseurs CF-188 Hornet pour venir renforcer les actions menées par la Roumanie.

En mer, les navires des forces maritimes permanentes OTAN sont présents en plus grand nombre - en 2018, on compte 120 jours de présence contre 80²⁵ un an plus tôt pour la force navale ontarienne - et effectuent plus d'exercices navals. Le commandement maritime allié de l'OTAN qui coordonne les forces maritimes otaniennes a vu se créer en son sein un centre « mer Noire » dont l'activité se concentre sur la sécurité maritime spécifique de la région mer Noire.

²³ https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_133169.htm

²⁴ Bulgarie, Canada, Allemagne, Espagne, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne et Portugal.

²⁵ <http://www.opex360.com/2019/04/04/lotan-envisage-de-renforcer-sa-presence-navale-en-mer-noire/>

Une présence navale fortement contrainte par la convention de Montreux : comment en repousser les limites ?

L'incident du détroit de Kertch a contribué à replacer sur le devant de la scène la dimension navale de la mer Noire. La Roumanie et la Bulgarie, tous deux membres de l'OTAN, ne jouissent pas d'unités navales suffisamment puissantes pour contrer la montée en puissance russe. En effet, la Roumaine ne dispose que d'équipements achetés d'occasion sous l'époque soviétique et les restrictions budgétaires ne lui permettent pas de les moderniser. En l'état, la flotte roumaine ne peut qu'effectuer de la surveillance côtière. Pour ce qui est de la Bulgarie, ses unités navales pâtissent également des difficultés budgétaires auxquelles le pays fait face. Depuis 2011, la Bulgarie a d'ailleurs fermé sa composante sous-marine en célébrant en novembre le décommissionnement de son dernier sous-marin *Le Slava*.

Pour faire face à ces lacunes, l'OTAN s'est employée à augmenter sensiblement sa présence navale dans la région. Néanmoins, cette présence est fortement conditionnée par l'article 18 de la Convention de Montreux. En 2019, les navires de guerre de l'OTAN avaient tous atteint le temps de présence maximum autorisé, soit 21 jours pour les frégates hollandaises, canadienne, ainsi que le navire de recherche britannique.

L'Alliance Nord-Atlantique se retrouve face à un dilemme : comment contourner les limites posées par la convention de Montreux, sans pour autant que la Turquie y voit une trop grande remise en question de la lettre du texte. L'OTAN semble explorer plusieurs pistes dont celle des avantages qu'offre la géographie de la zone. La Roumanie, maîtresse du canal Danube-Mer Noire²⁶, pourrait permettre de contourner les limites de temps en rapatriant des unités légères de la mer Noire vers le Danube, ce qui permettrait de maintenir la flotte en dehors de la mer Noire mais toujours « en embuscade ». Autre piste de réflexion : le déploiement de forces navales sous les couleurs des pays riverains de la mer Noire et membres de l'OTAN, ou le renforcement capacitaire de leurs unités.

²⁶ <https://www.defenseone.com/ideas/2020/05/increasing-natos-presence-black-sea-time-get-creative/165760/>

Tout l'enjeu est ici de ne pas bousculer la Turquie alors que la Russie dénonce de plus en plus la violation des termes de la convention de Montreux par les forces navales otaniennes. « Nous savons que parmi les États de la mer Noire, la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie sont des puissances maritimes et qu'elles ont des flottes dans la mer Noire. Que vous les rassembliez en groupe ou non, cela dépend des forces armées. Mais il est d'une importance cruciale que le régime de la Convention de Montreux reste inviolable. C'est l'un des principaux accords internationaux assurant la stabilité et la sécurité régionale »²⁷ déclarait ainsi en mai 2016 Alexandre Gruchko, représentant de la Russie à l'OTAN.

B. Le renforcement des capacités de défense des pays partenaires dans le cadre de la « projection de stabilité » de l'OTAN

Une nouvelle ligne d'action : la projection de stabilité

« Plus de stabilité pour les voisins de l'OTAN, c'est plus de sécurité pour l'OTAN », voilà le *leitmotiv* qui guide, depuis le sommet de l'OTAN à Varsovie en 2016, les actions de défense collective menées par l'Alliance. Alors que la première réponse otanienne dans la crise ukrainienne fut d'endosser son rôle d'organisation de défense collective face à une menace de guerre, l'Alliance s'apprêtait désormais à un nouvel axe : celui de la protection de stabilité en s'employant à « contribuer davantage à l'action de la communauté internationale visant à projeter la stabilité et à renforcer la sécurité hors de son territoire »²⁸. Comme la région mer Noire abrite trois pays membres de l'OTAN (Bulgarie, Roumanie et Turquie) et plusieurs pays partenaires de celle-ci, l'OTAN cherche de manière logique à assurer la stabilité de cette zone.

Pour mener à bien cette nouvelle mission, les pays de l'Alliance ont accru les activités de collaboration avec les pays partenaires de la région mer Noire. À titre d'exemple, l'Ukraine bénéficie, outre un soutien politique manifeste de l'OTAN, d'un soutien pratique dans des domaines comme la réforme de son secteur de défense. Le sommet de Varsovie a, en ce sens, arrêté une série de

²⁷ <https://eurasianet.org/us-signals-support-for-formal-nato-black-sea-presence>

²⁸ https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_84336.htm

L'affirmation de la puissance russe en région mer Noire : Un défi sécuritaire pour l'OTAN

mesures ayant vocation à assister l'Ukraine. C'est le sens par exemple du programme de sûreté de l'espace aérien régional (RASP), qui vise à « à faciliter la coopération régionale en matière de sûreté aérienne, ou encore celui de l'interopérabilité avec l'OTAN, servant à améliorer la coopération entre les autorités aériennes civiles et militaires de l'Ukraine. Mais également, à établir une capacité de coordination transfrontalière avec les Alliés pour une meilleure gestion des incidents de sûreté aérienne »²⁹. La contribution au développement de l'Académie Marine d'Ukraine, nouvellement localisée à Odessa, va également dans ce sens.

Accélération du soutien pratique aux pays demandeurs d'une aide de l'OTAN : la Géorgie et la Moldavie

L'initiative de renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité s'y rapportant (DCB) confirme l'engagement de l'OTAN qui contribue à projeter la stabilité en aidant les pays demandeurs à améliorer leur capacité de défense ainsi que la résilience de leurs institutions. Concrètement, l'initiative DCB s'incarne dans différentes actions allant de l'avis stratégique à l'assistance dans des domaines comme la cyberdéfense. Depuis 2014, deux pays riverains de la mer Noire bénéficient de ce soutien : la Géorgie et la République de Moldavie. Suite au sommet de Varsovie, le soutien à ces pays a été largement accéléré.

Le paquet DCB pour la Géorgie est mis en œuvre dans le cadre du paquet substantiel OTAN- Géorgie (SNGP) et prévoit des mesures de soutien dans 13 domaines³⁰, au profit des trois armées. Depuis 2014, la Géorgie a pu bénéficier de nombreuses initiatives comme la création du centre conjoint de formation et d'évaluation OTAN-Géorgie « chargé de renforcer les capacités des forces armées géorgiennes, ainsi que d'accroître l'interopérabilité des forces nationales et des membres de l'Alliance et de contribuer à la coopération régionale en matière de sécurité »³¹. L'école pour le renforcement des institutions de défense

²⁹ https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_37750.htm

³⁰ Centre conjoint de formation et d'évaluation, École pour le renforcement des institutions de défense, capacité logistique, acquisitions, forces d'opérations spéciales, partage du renseignement et communications sécurisées, police militaire, cyberdéfense, sûreté maritime, aviation, défense aérienne, communications stratégiques, gestion de crise et contre-mobilité.

³¹ « *Substantial NATO-Georgia Package* » disponible sur : https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/

L'affirmation de la puissance russe en région mer Noire : Un défi sécuritaire pour l'OTAN et les nombreux exercices en sont d'autres exemples. À ce titre, un exercice militaire multinational dont le nom de code est « Agile Spirit 2019 » a débuté samedi à l'ouest de la Géorgie. La république de Moldavie bénéficie quant à elle d'un soutien similaire qui a été renforcé en 2017 après la création à Chisinau d'un bureau de liaison.

Conclusion

Des actions conjointes avec l'UE en faveur de la démocratie et de la « bonne gouvernance » dans la région mer Noire

Forte de ses capacités de défense perfectionnées et du poids que constituent ses 29 membres, l'OTAN relève à ce jour le défi militaire posé par l'affirmation russe en mer Noire. Néanmoins, la montée en puissance de la domination politique de la Russie sur la région, ainsi que les menaces à caractère hybride qui en émanent, rendent la mission de défense de l'Alliance périlleuse. En effet, ses méthodes de guerre restent en dehors du domaine de la défense et, de fait, c'est à chaque pays qu'il revient d'œuvrer pour la résilience de ses institutions.

Face aux menaces hybrides, la sécurité de la région ne peut s'appuyer que sur une réponse de l'OTAN, qu'elle soit militaire ou qu'elle joue, dans le cadre d'un axe diplomatique, en faveur d'une concertation ou discussion stratégique. Pour une stabilisation pérenne de la zone il faut donc compter sur une stabilisation démocratique des institutions des pays de la région (notamment les pays alliés de l'OTAN comme la Bulgarie ou les pays partenaires comme la Géorgie). Si l'Alliance aide ses partenaires à mettre en place des institutions de défense solides, elle devra compter sur une aide dans le domaine de la démocratie des institutions.

À ce titre, l'Union Européenne peut constituer un allié non négligeable. En effet, l'UE est habituée à ce type de travail et dispose d'outils comme le « Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG) » qui œuvre en faveur du renforcement des institutions démocratiques à l'échelle de l'Union, mais qui pourrait être déployé dans des zones instables comme la mer Noire.